



Approche des impacts des coupures d'internet de 2023 sur la société sénégalaise, son économie et sa confiance en la démocratie

Auteurs: Laura Vidal, Laura Schwartz-Henderson, El Hadji Daouda Diagne, Emmanuel Maurice Diokh, Assane Sy

À propos de ce rapport	3
Introduction et objectifs de la recherche	4
Résumé des résultats	5
Les coupures de 2023 : Contexte et chronologie	6
Impacts économiques	7
Préoccupations économiques pour l'avenir : les conséquences durables des coupures	9
Accès à l'éducation et à la formation professionnelle : une dépendance au numérique fragilisée	10
Les impacts des coupures sur la sécurité et la confiance collective	11
Rumeurs et désinformation : un climat de panique et d'incertitude	13
Confiance dans le gouvernement, dans les institutions et en la démocratie	14
La confiance en la démocratie face aux coupures : 'Couper internet, c'est couper la démocratie'	17
Tracer un nouveau chemin : la confiance envers le gouvernement face à la censure	18
Conclusions	20
Notes Méthodologiques	21
Questionnaire et guide d'entretien	22

À propos de ce rapport

L'objectif principal de ce rapport est d'analyser les impacts à long terme des coupures d'internet au Sénégal, en mettant un accent particulier sur leurs répercussions économiques et sociales, ainsi que sur la confiance des Sénégalais aux institutions démocratiques et au gouvernement. Pour atteindre cet objectif, nous avons recueilli les témoignages et expériences de plus d'une centaine de Sénégalais à travers des questionnaires et des entretiens. Nous avons échangé avec des acteurs de la société civile, des étudiants, des professionnels de l'e-commerce et des personnes issues de divers autres secteurs.

Ce rapport s'appuie sur deux études précédentes réalisées par Internews au Sénégal : le [Rapport d'évaluation des besoins](#), qui a mis en lumière les forces, faiblesses et besoins spécifiques de la société civile sénégalaise face aux coupures d'internet, et le [Rapport d'action](#), qui a documenté les impacts immédiats de ces coupures observées en 2023. En prolongeant les réflexions initiées dans ces deux études, ce rapport se concentre sur les effets à long terme des coupures, en explorant leur influence sur les activités quotidiennes des Sénégalais, ainsi que sur leur participation à la vie politique et leur engagement citoyen.

Cette recherche nous a permis de recueillir une perspective riche et diversifiée, tant au niveau individuel que collectif. Un questionnaire, élaboré à partir des résultats des recherches précédentes et enrichi par de nouvelles questions d'étude, a été complété par 127 participants. Ces données ont ensuite été approfondies grâce à des entretiens individuels menés avec des acteurs de différents groupes pertinents pour cette analyse.

Pour plus de détails méthodologiques, veuillez consulter les annexes, où des explications détaillées sur cette approche sont fournies.

Notre équipe de recherche a également bénéficié de l'aide précieuse des experts locaux Ndeye Fatou Diouf et Abdou Aziz Cissé, membres de l'organisation sénégalaise de défense des droits numériques AfricTivistes, qui ont grandement enrichi nos réflexions. Ce rapport a été rédigé avec l'aide de Skyler Sallick, Ashley Fowler et Benjamin Whitehead.

Introduction et objectifs de la recherche

Les coupures d'internet au Sénégal à des fins politiques constituent un sujet crucial, étant donné l'importance de l'accès au numérique pour la stabilité sociale et politique du pays, et vu la [hausse des utilisations de cette pratique](#) ces dernières années. Lors des crises électorales, les coupures d'internet exacerbent le chaos, créant des vides informationnels et augmentant la confusion parmi les citoyens. Par ailleurs, elles représentent une manœuvre fréquemment utilisée par les gouvernements pour contrôler ou limiter les mouvements de contestation sans assumer directement les conséquences de telles mesures, ce qui a un impact profond sur la vie quotidienne de la population.

Bien que les coupures d'internet ne soient pas nouvelles au Sénégal (2021, 2022), celles de 2023 semblent avoir marqué un tournant. Jusqu'à cette année, comme dans de nombreux pays, ces pratiques étaient mal comprises par la population générale, et la société civile n'était pas préparée à y faire face. Lors de conversations avec des membres d'organisations locales de défense des droits numériques, l'idée que les coupures de 2023 ont représenté un « avant » et un « après » a émergé. Ces échanges ont souligné une prise de conscience accrue de l'ampleur de la menace que représente l'utilisation des coupures d'internet comme outil de contrôle par le gouvernement. Selon le [Rapport d'évaluation des besoins](#), une majorité (63 %) des répondants a estimé que la société civile sénégalaise serait très peu ou peu préparée à faire face à une coupure d'internet éventuelle, et seulement 6 % se sont déclarés préparés ou très préparés. Ces résultats, corroborés par les discussions en groupes lors d'un atelier, ont révélé les défis majeurs auxquels la société civile est confrontée, en particulier pour se préparer efficacement à de tels événements. Ces coupures sont donc perçues comme une menace directe pour la démocratie, notamment en raison de leur lien avec la montée des régimes autoritaires chez les pays voisins.

De manière générale, avec la montée de l'autoritarisme numérique, les coupures d'internet deviennent [de plus en plus fréquentes](#) dans le monde. Bien que leurs impacts soient difficiles à mesurer, ils soulignent la nécessité d'une plus grande transparence de la part des gouvernements

à l'origine de ces pratiques. Étudier chaque cas nous permet donc de mieux comprendre les contextes dans lesquels ces coupures se produisent, ainsi que leurs répercussions dans divers secteurs et à différentes échelles.

La lutte contre les coupures d'internet repose sur une constellation de stratégies. Elle inclut non seulement la préparation, mais aussi le plaidoyer pour sensibiliser les représentants élus à leur impact disproportionné. Ces interruptions causent davantage de tort qu'elles n'aident à maintenir l'ordre et nécessitent des efforts pour être limitées à l'avenir. Elle implique également la collecte et la diffusion de connaissances sur les coupures d'internet. Tout comme les gouvernements autoritaires dans le monde observent et reproduisent les pratiques de coupures d'internet dans leurs propres contextes, les organisations de la société civile, les défenseur·e·s des droits humains, les avocat·e·s et d'autres acteur·rice·s peuvent s'inspirer des expériences des pays voisins et d'autres régions pour mieux comprendre les causes, les conséquences, et les possibilités d'action afin de combattre ces pratiques dans leurs propres pays.

Étudier ces pratiques permet de mieux comprendre les motivations des gouvernants, ainsi que leurs impacts profonds et à long terme sur les démocraties et les populations. Grâce à ces analyses, nous espérons fournir des éléments concrets pour renforcer la résilience des systèmes démocratiques face aux tentatives de contrôle des populations à travers le numérique.

Résumé des résultats

Les coupures de 2023 ont engendré des impacts significatifs et variés sur la société, en touchant des domaines cruciaux tels que la sécurité, l'économie, la confiance au gouvernement, et à la perception de la démocratie.

Sécurité

Les coupures ont créé un sentiment d'insécurité et d'anxiété pour de nombreux citoyens, qui se sont retrouvés isolés de leurs proches et privés d'informations fiables en temps réel. Les participants à l'enquête ont signalé que cette déconnexion a accru la vulnérabilité face aux tensions sociales, en particulier dans les zones où avaient lieu des manifestations, et a renforcé les rumeurs et la désinformation, contribuant à un climat de méfiance et de peur.

Economie

L'impact économique a été particulièrement sévère pour les travailleurs du secteur informel et les petites entreprises dépendantes du e-commerce et des services numériques. Les interruptions ont réduit les revenus, empêché les transactions financières, et limité l'accès aux plateformes nécessaires pour les activités commerciales. Ces perturbations ont révélé la fragilité de l'économie numérique face à des décisions politiques qui semblent soudaines et ont accentué les inégalités, en particulier dans les zones rurales et périurbaines.

Confiance dans le gouvernement et dans la démocratie

Les coupures ont érodé la confiance des citoyens envers leur gouvernement, en particulier sur sa transparence et sa capacité à gérer des crises politiques de manière responsable. Bien que les institutions démocratiques continuent d'inspirer un certain niveau de confiance et que la valeur de la démocratie soit reconnue, les répondant-e-s à l'enquête ont perçu les coupures comme des menaces directes à la liberté d'expression et à la participation citoyenne. Ces perceptions suggèrent que, même si la confiance en la démocratie persiste, ces interruptions sont vues comme des atteintes à des piliers essentiels de la démocratie, renforçant l'idée que de telles pratiques fragilisent les institutions et la stabilité démocratique.

Les personnes ayant répondu à notre enquête gardent un espoir mesuré envers le gouvernement récemment élu, exprimant des attentes pour une approche plus respectueuse des droits numériques et pour des réformes garantissant un accès stable à internet, même en période de crise. Elles appellent à des actions concrètes pour mieux protéger les droits numériques et faire de la transparence une priorité dans la gouvernance.

Les résultats montrent toutefois une opinion divisée quant à la capacité du nouveau gouvernement à restaurer la confiance et à adopter une politique numérique inclusive et transparente. Une proportion significative des répondants exprime une méfiance accrue et une inquiétude que le gouvernement puisse recourir à des coupures d'internet lors de futures crises,

mais ils espèrent voir un engagement réel et des réformes légales qui interdiraient l'usage de ces pratiques restrictives.

Il est demandé de mettre en place des politiques qui favorisent une gouvernance numérique respectueuse des droits des citoyens. Les participants considèrent majoritairement la société civile comme un acteur clé dans la protection de ces droits et souhaitent des collaborations renforcées entre les autorités et les organisations nationales afin de garantir la transparence et la résilience des infrastructures numériques. En résumé, les participants soulignent l'importance cruciale des droits numériques et de la liberté d'accès à l'information pour bâtir une démocratie stable et inclusive au Sénégal.

Les coupures de 2023: Contexte et chronologie

Le 1er juin 2023, le gouvernement sénégalais [a commencé à bloquer](#) plusieurs plateformes digitales, notamment Facebook, WhatsApp, Instagram, Telegram et YouTube, dans certaines zones. Quelques jours plus tard, ces perturbations se sont étendues à l'internet mobile et à [la chaîne Walf TV](#). Pendant deux jours, les réseaux sociaux étaient indisponibles, suivis d'une coupure de l'internet mobile de quatre jours.

Avec une majorité d'utilisateur·trice·s sénégalais·e·s [qui accèdent à l'internet via leurs téléphones](#) mobiles, ces décisions ont pratiquement entraîné une coupure totale de la communication et de l'information digitale. [La pénétration d'internet au Sénégal](#) a augmenté de manière exponentielle ces dernières années : alors qu'en 2013, seulement 13 % de la population étaient connectés, en 2021, plus de 58 % l'étaient. En justifiant les blocages, le Ministre de Communication des Télécommunications et de l'Économie Numérique à l'époque, Me Moussa Bocar THIAM [a évoqué des menaces](#) de messages « [haineux et subversifs](#) ».

Comme indiqué plus haut, ce n'était pas la première fois que le gouvernement sénégalais perturbait l'accès à internet. En 2021, [des coupures avaient déjà eu lieu](#) lors des manifestations faisant suite à l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko, bien que de plus courte durée. Par ailleurs, la pratique connaît une normalisation dans d'autres régions du continent. En 2022, [des perturbations similaires](#) ont été observées dans plusieurs autres pays, et entre janvier et mai 2023, [six autres pays](#) ont connu des coupures, soulignant une tendance inquiétante et propice aux démocraties fragilisées.

Dans ce contexte, les coupures d'internet de 2023 au Sénégal représentent un cas particulièrement révélateur, notamment par leur ampleur et leur impact sur les différents aspects de la vie des populations. L'analyse des réponses de notre enquête met en lumière la manière dont la population a vécu ces interruptions et les vulnérabilités qu'elles ont exposées, malgré une certaine prise de conscience des risques. Le changement de gouvernement a cependant suscité un espoir prudent chez certain·e·s, tandis que d'autres préfèrent mettre leur confiance en la résilience et l'engagement de la société civile, perçue comme un pilier central de la cohésion

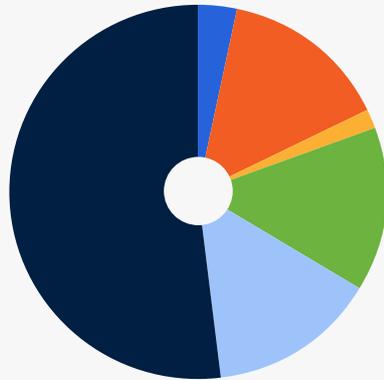
sociale et de la défense de la démocratie sénégalaise.

Cette crise a également souligné l'importance de rester vigilant·e·s et prêt·e·s face aux défis futurs, comme l'exprime Ndeye Fatou Diouf : « On se dit que plus jamais ça ne doit arriver... il faut qu'on reste prêt. » Les ONG locales et internationales, ainsi que les alliances entre citoyens, jouent un rôle déterminant dans ce processus, en renforçant les bases d'une gouvernance démocratique résiliente et inclusive.

Les réponses recueillies à travers notre enquête révèlent comment la population, bien que consciente des risques de coupures, restait vulnérable aux interruptions de communication en période de crise. La majorité des répondant·e·s ont perçu l'interruption de l'internet comme résultant directement de l'arrêt de leurs connexions mobiles, avec 52 % des répondant·e·s déclarant avoir constaté eux-mêmes que leur connexion ne fonctionnait plus. Le reste des répondant·e·s ont éprouvé des sentiments de confusion, attribuant parfois la coupure à leur manque de crédit téléphonique ou à des dysfonctionnements du système, ce qui illustre la difficulté de déterminer l'intentionnalité de la coupure. Environ 14,5 % ont dû tester différents services pour comprendre que la coupure avait lieu, tandis qu'une autre portion de 14,5 % a été informée de la coupure par des messages reçus d'amis ou de proches. Une petite portion d'entre eux (7,9 %) a utilisé des outils de mesure de réseau comme OONI Probe.

Il est également important de noter que les opérateurs de télécommunications ont envoyé des SMS [informant les utilisateurs de l'interruption](#). Ces notifications indiquaient explicitement que la décision de suspendre l'internet mobile provenait de l'État, mettant en évidence le fait que les opérateurs se conformaient à un ordre gouvernemental. Un exemple de message envoyé déclarait : « Chers clients, sur décision de l'État, l'internet mobile est suspendu chez tous les opérateurs. Nous sommes désolés pour tous les désagréments subis. » Bien que les opérateurs n'aient pas nécessairement approuvé cette décision, ils étaient contraints de l'exécuter, reflétant le contrôle significatif de l'État sur l'infrastructure numérique.

Comment avez-vous pris conscience pour la première fois qu'une coupure d'Internet se produisait?



- J'ai testé différents services et j'ai réalisé qu'aucun ne fonctionnait. **(14.4%)**
- J'ai reçu un appel/un message d'une personne m'informant de la coupure. **(3.2%)**
- Mes données mobiles ou ma connexion Wifi ne fonctionnaient plus donc j'ai redémarré... **(52%)**
- J'ai pensé que c'était un problème de réseau habituel ou bien que je n'avais plus de crédit. **(14.4%)**
- J'ai utilisé un outil de test réseau pour constater la coupure. **(1.6%)**
- J'en ai entendu parler dans les médias ou par un communiqué officiel. **(14.4%)**

Figure 1: Awareness of shutdown occurrence

Les coupures d'internet de 2023 s'inscrivent dans une tendance globale où ces pratiques deviennent des outils fréquents de contrôle dans des contextes de crises politiques et de contestations populaires. Toutefois, les spécificités du cas sénégalais, notamment l'ampleur des perturbations et leur impact direct sur divers aspects de la vie des

citoyens, soulignent la nécessité d'analyser en détail leurs conséquences. Les résultats de notre enquête offrent un aperçu des répercussions immédiates et durables de ces coupures, révélant les vulnérabilités dans une société de plus en plus dépendante du numérique.

Impacts économiques

Ces interruptions ne représentent pas seulement une atteinte aux droits numériques, elles ont également entraîné des pertes financières considérables. Les impacts économiques des coupures d'internet de 2023 ont été particulièrement sévères, illustrant la dépendance croissante des individus et des entreprises aux services numériques. Selon un rapport récemment publié par Internews sur les impacts économiques des coupures d'internet en 2023, le Sénégal a enregistré une diminution de [1,3 point de pourcentage](#) de son produit intérieur brut (PIB) au cours du trimestre fiscal où ces interruptions

ont eu lieu, ce qui correspond à une perte estimée d'environ 76,8 millions de dollars américains.

Cette situation a exacerbé les inégalités, affectant de manière disproportionnée les populations rurales et périurbaines, ainsi que les jeunes urbains connectés et de nombreuses petites entreprises qui s'appuient sur les réseaux sociaux pour effectuer leur travail. Cette section explore les conséquences économiques directes et indirectes de ces coupures, en s'appuyant sur des données de notre enquête et des témoignages recueillis.



Les défis spécifiques auxquels nous avons été confrontés incluent l'impossibilité d'accéder aux plateformes de travail collaboratif, aux systèmes de gestion et aux services bancaires en ligne pour traiter les paiements ou les commandes. Les échanges par courriel et messageries instantanées étant interrompus, il était difficile de suivre les mises à jour critiques de projets ou de réagir aux demandes urgentes des clients. Pour limiter les pertes financières, nous avons tenté de mettre en place certaines stratégies, comme l'utilisation de communications alternatives via des appels téléphoniques ou SMS, et l'envoi de messages via VPN pour contourner les restrictions. Cependant, ces solutions étaient limitées et insuffisantes pour remplacer le travail en ligne. Malgré nos efforts, nous avons subi une baisse de revenus estimée à 7 000 000 F CFA (environ 11 200 USD) ce qui a affecté nos performances globales pour la période concernée.

Témoignage partagé dans l'enquête

Les coupures d'internet de 2023 au Sénégal ont eu des impacts économiques profonds et perturbé de nombreux secteurs économiques, révélant la vulnérabilité des individus et des entreprises face à cette dépendance technologique. D'autres sources [l'indiquaient déjà](#), dans la mesure où l'accès à internet, et notamment à l'internet mobile, est au centre des projets économiques de la population. Les résultats de notre enquête montrent que 56,7 % des répondant-e-s considèrent qu'internet est totalement indispensable pour leur travail, et 54,6 % soulignent que les coupures ont gravement compromis leurs capacités à travailler. Ce constat est renforcé par les témoignages d'entrepreneur-e-s et de travailleur-euse-s du secteur informel, pour qui l'accès à internet est la condition de leur survie économique.

Pour « Abdou », un de nos répondants qui est vendeur en ligne, la coupure a représenté une perte directe d'environ 400 000 F CFA (environ 640 USD). Il témoigne d'un sentiment d'impuissance amplifié par le fait d'avoir payé pour un service inutilisable. Son expérience est loin d'être isolée : de nombreux autres répondants, comme « Fatima », ont évoqué des pertes similaires et la nécessité de reporter des projets de premier plan, notamment à cause de l'interruption des communications par WhatsApp et Instagram, plateformes essentielles pour leurs échanges professionnels. L'enquête appuie ces témoignages : les pertes économiques individuelles oscillent entre 60 000 F CFA (environ 95 USD) et 7 millions F CFA (environ 11 200 USD), illustrant l'ampleur des dommages économiques. Les coupures d'internet ont également affecté d'autres secteurs cruciaux, notamment le monde du travail et les services financiers. Ces interruptions ont perturbé les activités professionnelles des salarié-e-s et fragilisé l'économie numérique, révélant l'étendue des conséquences de cette crise sur les individus et les entreprises au Sénégal.

Les répondant-e-s sous le régime du travail salarié ont fait état de défis spécifiques lors de cette crise : problèmes de communication avec les clients, annulation de contrats et impossibilité de gérer des projets à distance. Ces obstacles ont non seulement perturbé les interactions professionnelles cruciales, mais ont également entraîné des pertes économiques directes pour plusieurs entreprises et salarié-e-s, limitant leur capacité à répondre aux exigences de leurs employeurs ou partenaires commerciaux.

Les répondant-e-s de l'enquête indiquent également que la perturbation de l'accès aux services financiers a été particulièrement néfaste, avec 41,4 % affirmant que la coupure a compromis

leur capacité à transférer ou recevoir de l'argent. Ce problème illustre l'importance croissante des services bancaires en ligne et des plateformes de transfert d'argent, qui sont devenus indispensables dans l'économie sénégalaise. Par ailleurs, la fragilité des petites et moyennes entreprises (PME), fortement dépendantes d'internet pour leur survie, est mise en lumière. Selon [les estimations de NetBlocks](#), via son outil [Cost of Shutdown Tool \(COST\)](#), une coupure d'internet au Sénégal pourrait entraîner une perte économique d'environ 8

millions de dollars par jour, soit environ 5 milliards de francs CFA par semaine. Ces pertes touchent particulièrement les secteurs de l'e-commerce, des services financiers et des transferts d'argent, où les PME sont les plus vulnérables. Les interruptions numériques de cette ampleur révèlent non seulement la dépendance accrue des entreprises locales aux services en ligne, mais aussi les pertes économiques importantes que subissent les économies locales lorsque l'accès à internet est restreint.

Préoccupations économiques pour l'avenir: les conséquences durables des coupures

Selon l'analyse, les coupures d'internet de 2023 ont exacerbé les vulnérabilités économiques et sociales existantes, révélant la fragilité d'une économie moderne sans accès stable au numérique. Tandis que les entreprises et les individus tentent de se remettre des pertes subies, il devient évident que des politiques de protection de l'accès à internet sont indispensables pour soutenir la croissance et renforcer la résilience de l'économie sénégalaise face aux crises futures.

Au-delà des pertes économiques immédiates, la crise a suscité des inquiétudes profondes quant à la stabilité à long terme de l'économie sénégalaise. Un grand nombre de participants à l'enquête craignent que l'usage des coupures d'internet comme réponse à des crises politiques ternisse l'image du Sénégal en tant que hub technologique en Afrique de l'Ouest, décourageant potentiellement les investisseurs étrangers et freinant la transformation numérique du pays.

En effet, les coupures peuvent être en parfaite contradiction avec [la stratégie Sénégal Numérique](#), une initiative ambitieuse qui cherche à faire du pays un leader régional dans le domaine de la technologie et de l'innovation numérique. Plusieurs répondants ont aussi perçu ces événements comme une opportunité de réévaluer l'importance d'un accès stable à internet pour le développement économique, appelant à des réformes structurelles pour éviter de telles coupures à l'avenir.

Alors que ces impacts économiques continuent de peser lourdement, ils s'entrelacent également avec des enjeux liés à l'accès à l'éducation et à la formation, des aspects cruciaux pour favoriser des opportunités économiques et réduire les inégalités. Ces dimensions seront explorées dans la section suivante, mettant en lumière le rôle central du numérique dans le développement personnel et professionnel au Sénégal.



Personnellement, ces événements ont renforcé mes préoccupations quant à la stabilité économique future du pays. L'instabilité politique et les coupures d'internet créent un climat d'incertitude qui pourrait entraver la croissance à long terme

Témoignage partagé dans l'enquête

Accès à l'éducation et à la formation professionnelle: une dépendance au numérique fragilisée

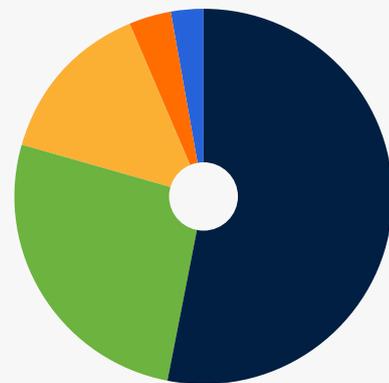
Les coupures d'internet, en perturbant à la fois les activités économiques et l'accès aux services financiers, ont également impacté les initiatives de formation et d'éducation, qui jouent un rôle crucial pour ouvrir des portes à des opportunités économiques. Bien que ce rapport n'accorde pas une place ample à l'éducation, les discussions avec des Sénégalais en cours de formation montrent que l'accès aux outils numériques est essentiel, notamment pour les étudiant-e-s et les professionnel-le-s en quête de meilleures perspectives. Dans ce contexte, la dépendance à l'internet mobile, en particulier dans les zones rurales et périurbaines, a accentué les inégalités. Les interruptions ont gravement pénalisé les étudiant-e-s dépendant-e-s exclusivement de l'internet mobile, qui ont été privé-e-s de plateformes éducatives, de cours en ligne et d'autres ressources pédagogiques indispensables. En revanche, ceux ayant accès au Wi-Fi, souvent dans des centres urbains comme Dakar, ont été relativement moins touchés, creusant davantage les écarts entre populations connectées et périphériques.

L'enquête a recueilli des témoignages d'étudiants de l'Université Virtuelle du Sénégal (UVS) et de l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane ont été particulièrement affectés par ces coupures. « J'avais du mal à travailler, à étudier et à accéder à mes cours en ligne », a témoigné une étudiante de l'UVS. Pour d'autres, comme les étudiants de l'Université Cheikh Hamidou Kane, la coupure d'internet a totalement paralysé leurs activités : « Nous ne pouvions tout simplement pas avancer sans internet », ont-ils expliqué. Ce déséquilibre a également impacté les élèves en préparation d'examens majeurs, comme le baccalauréat. Une élève, préparant l'épreuve de philosophie, raconte : « Un soir, à quelques jours de l'examen, j'étais plongée dans des vidéos et articles pour mieux comprendre des concepts clés. Soudain, internet tombe en panne. » Confrontée à cette situation, elle décide de se rendre dans une maison de son quartier offrant du Wi-Fi gratuit. Ce lieu, rapidement envahi par d'autres élèves dans la même situation, s'est transformé en espace de révision collective improvisé.

Les coupures ont également révélé les disparités régionales et sectorielles marquées, exacerbant les défis liés à l'accès aux classes et aux évaluations pour les étudiants. Avec une majorité de la population sénégalaise vivant dans les zones

rurales et des taux d'accès à internet plus élevés dans les centres urbains comme Dakar, les impacts des coupures ont été ressentis de manière disproportionnée, renforçant les inégalités déjà existantes. Cette dépendance à internet dans le secteur de l'éducation est visible dans l'enquête. Maguette Ba, une étudiante en cybersécurité qui a fait partie des entretiens d'enquête, rapporte une frustration liée au retard accumulé dans ses études, une conséquence directe de la coupure qui, selon elle, « cette situation creuse encore davantage les inégalités entre ceux ayant accès au Wi-Fi et ceux dépendant exclusivement de l'internet mobile. »

Ressources pédagogiques (par exemple, école/ classes, plateformes d'apprentissage en ligne, matériel de recherche)



- 1 - gravement empiré (53.1%)
- 2 (26.5%)
- 3 (14.2%)
- 4 (3.5%)
- 5 - grandement amélioré (2.7%)

Figure 2: Les impact sur l'accès aux ressources éducatives

Dans le graphique suivant, les répondants ont été invités à évaluer l'impact de la coupure d'internet sur leur accès aux ressources pédagogiques (par exemple, cours en ligne, plateformes éducatives et outils de recherche) sur une échelle de 1 à 5, où 1 signifie « gravement empiré » et 5 « grandement amélioré ». Les résultats montrent que plus de 79 % des répondants (53,1 % pour la note 1 et 26,5 % pour la note 2) estiment que leur accès à ces ressources a été sérieusement détérioré. Seulement 6,2 % des répondants (3,5 % pour la note 4 et 2,7 % pour la note 5) ont perçu une amélioration, tandis que 14,2 % ont attribué une note moyenne (3), reflétant un impact modéré.

Ces chiffres soulignent la forte dépendance à internet pour l'éducation au Sénégal, particulièrement dans un contexte où les infrastructures éducatives numériques restent fragiles face aux crises comme les coupures d'internet. Cette situation a non seulement limité l'accès aux ressources essentielles, mais elle a également exacerbé les

inégalités entre ceux ayant accès à des solutions alternatives comme le Wi-Fi ou les VPN, et ceux dépendant uniquement de l'internet mobile.

Pour Mme Ba et d'autres étudiant·e·s dans son cas, la coupure d'internet a mis en péril des opportunités académiques et professionnelles, y compris des stages et des financements.

Ces interruptions dans l'accès à l'éducation et à la formation révèlent les limites d'un système éducatif de plus en plus dépendant du numérique. Elles exacerbent les inégalités régionales et économiques, tout en soulignant la nécessité de repenser les infrastructures et les stratégies éducatives pour garantir leur résilience face à de telles crises. Cependant, ces coupures n'ont pas seulement affecté les sphères éducatives et économiques : elles ont aussi eu des répercussions profondes sur le sentiment de sécurité et la confiance collective, des enjeux explorés dans la section suivante.



Je me disais 'si ça persiste, comment j'allais faire.' [...] J'ai été touchée parce que j'ai investi pour mes cours. Personne ne va me rembourser et ça a créé une frustration et une peur de ne pas pouvoir terminer mes cours et d'être en retard par rapport à mes camarades.

Témoignage partagé dans l'enquête

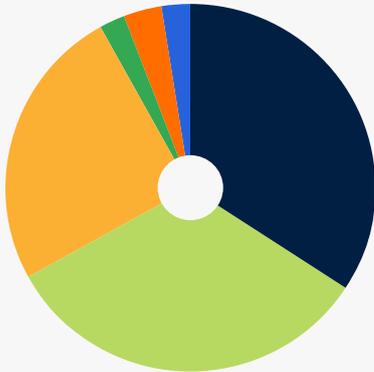
Les impacts des coupures sur la sécurité et la confiance collective

Sur la base des résultats du rapport, les coupures d'internet au Sénégal en 2023 ont laissé une empreinte durable sur le sentiment de sécurité de la population, avec des effets psychologiques, sociaux et communicationnels persistants. Les résultats de l'enquête révèlent que 34,4 % des répondants ont ressenti une baisse significative de leur sentiment de sécurité, tandis que 24,8 % ont ressenti une légère baisse de leur sentiment de sécurité. Ce climat d'incertitude a été renforcé par la limitation de la communication et par la propagation de rumeurs, amplifiant ainsi le sentiment de vulnérabilité.

Les restrictions de communication ont plongé de nombreux citoyen·ne·s dans un état d'angoisse,

notamment ceux ayant des proches vivant dans des zones sujettes aux tensions. Le témoignage de « Mastermind », un membre d'une ONG qui se trouvait à l'étranger au moment de la coupure, illustre ce phénomène : privé de moyens pour obtenir des nouvelles fiables de son quartier d'origine, au milieu de rumeurs d'émeutes violentes, il a ressenti une profonde inquiétude pour sa famille. Les réponses dans l'enquête à cet égard ont été assez diverses, avec 20% de répondant·e·s qui ont trouvé « très difficile » l'obtention d'informations fiables sur la sécurité de leurs proches, 23% l'ont trouvé « moyennement difficile » et 27,8% « un peu difficile ». Il est probable qu'au moment de la crise plusieurs solutions aient émergé pour contourner ces blocages.

Comment la coupure d'Internet a-t-elle affecté votre sentiment de sûreté et de sécurité ?



- Je me suis senti beaucoup moins en sécurité pendant la coupure **(34.4%)**
- Je me suis senti un peu plus en sécurité pendant la coupure **(3.2%)**
- Je me suis senti un peu moins en sécurité pendant la coupure **(24.8%)**
- Je me suis senti beaucoup plus en sécurité pendant la coupure **(2.4%)**
- Mon sentiment de sécurité n'a pas été affecté **(32.8%)**
- Je ne sais pas/ne suis pas sûr **(2.4%)**

Figure 3: Les impacts sur la sentiment de sûreté et de sécurité

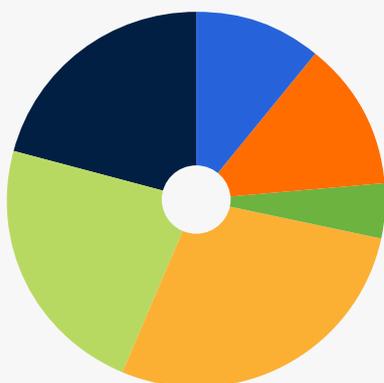
Selon le journal en ligne New African, la demande de VPN au Sénégal [a connu une explosion sans précédent](#) lors de cette coupure d'internet. La publication cite l'agence de recherche TOP10VPN, qui note comment la demande a augmenté de plus de 8 000 % le premier jour enregistré de la coupure (1er juin 2023), suivie d'une hausse supplémentaire de plus de 20 000 % le lendemain. Les analystes de TOP10VPN ont qualifié cette situation de « plus forte augmentation de la demande de VPN jamais enregistrée ». Cependant, les VPN restent principalement utilisés par des particuliers, et leur coût peut devenir prohibitif.

Dans la banlieue de Dakar, ce sentiment d'incertitude a aussi affecté les résidents, comme « Khadija », qui a expliqué lors des entretiens que l'absence d'informations a suscité une peur de sortir de chez elle. Bien que vivant avec sa famille, Khadija a exprimé que les coupures avaient profondément perturbé sa capacité à communiquer avec ses proches, en particulier ceux vivant à l'étranger.

L'interruption de WhatsApp, son outil principal de communication pour les études et les échanges familiaux, a aggravé ce sentiment d'isolement et d'incertitude. Pendant les coupures, le fait d'être physiquement auprès de sa famille a permis d'atténuer certaines de ses préoccupations immédiates, mais elle a également souligné combien cette situation aurait été plus difficile si elle avait été seule ou loin de ses proches.

Ces témoignages mettent en lumière l'impact psychologique des coupures d'internet, où

Évaluer la difficulté que vous avez éprouvée à obtenir des informations sur la sécurité de votre famille et de vos amis pendant la fermeture:



- Très difficile, j'ai eu beaucoup de mal à communiquer **(20.6%)**
- Moyennement difficile, communiquer a parfois été un défi **(23.0%)**
- Un petit peu difficile, mais j'ai quand même pu communiquer **(27.8%)**
- Je ne sais pas/ne suis pas sûre **(4.8%)**
- Pas difficile du tout, j'ai pu communiquer facilement **(12.7%)**
- Extrêmement difficile, je n'ai pas pu communiquer **(11.1%)**

Figure 4: Les impacts sur la capacité à communiquer avec la famille et les amis

l'isolement numérique a créé un environnement de méfiance et d'anxiété. De plus, 44,1 % des répondants ont observé une propagation accrue

de la désinformation et des rumeurs pendant les coupures, ce qui a exacerbé la confusion et la peur.

Comment pensez-vous que la coupure d'Internet a affecté la propagation de la désinformation et des rumeurs ?

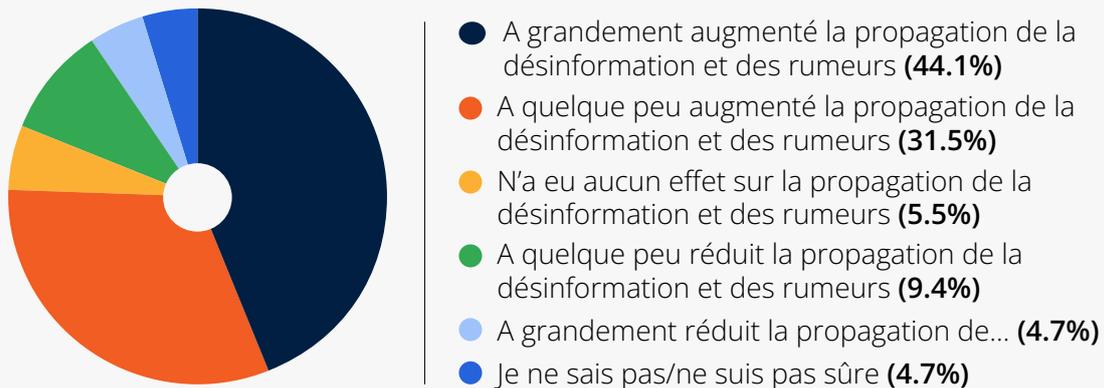


Figure 5: Les impacts sur la propagation de la désinformation et des rumeurs

Rumeurs et désinformation: un climat de panique et d'incertitude

Les coupures d'internet de 2023 ont profondément affecté la perception de la sécurité au Sénégal, générant des impacts qui vont bien au-delà de la simple impossibilité de communiquer. L'absence d'accès à l'information en temps réel a non seulement exposé les populations à des risques physiques accrus, mais a aussi contribué à un climat de méfiance et de peur collective, alimenté par la propagation rapide de rumeurs non vérifiées. Cette section examine comment ces perturbations ont fragilisé la sécurité individuelle et collective, tout en érodant la confiance entre les citoyens et les autorités.

L'un des effets les plus destructeurs des coupures a été la diffusion incontrôlée de rumeurs, qui a alimenté une atmosphère de panique et de confusion. Dans son entretien, Maguette Ba racontait comment des informations erronées circulaient même parmi des personnes de confiance, contribuant à un climat de stress constant : « Ça a un impact sur la santé mentale parce que tu vas avoir peur d'une chose qu'on a dite alors que ce n'est pas vrai. » Dans les zones rurales et périurbaines, où l'accès aux outils de contournement était limité, les habitants se trouvaient particulièrement vulnérables face à la désinformation, ne disposant d'aucun moyen de vérifier les nouvelles au niveau local. L'incapacité

de partager ou de vérifier rapidement des informations a créé un climat de paralysie, où beaucoup hésitaient à quitter leur domicile, craignant des rencontres accidentelles avec les forces de l'ordre dans un contexte tendu.

Selon les répondants, les coupures d'internet ont également compromis la sécurité collective en limitant la diffusion d'alertes et de conseils en temps réel dans les zones de manifestations. Selon le témoignage de Ndeye Fatou Diouf (AfricTivistes), l'absence de réseaux sociaux pour informer les résidents des risques immédiats a exposé certains d'entre eux à des dangers imprévus, notamment des arrestations arbitraires.

Ce sentiment de sécurité compromis n'a pas seulement affecté les interactions sociales, mais a également affaibli la relation de confiance entre la population et les autorités. De nombreux répondants ont exprimé leur frustration face à la gestion de cette crise, mettant en avant un manque de transparence et de communication officielle qui a contribué à renforcer le climat chaotique. Beaucoup ont également perçu un gouvernement qui « n'assumait pas » ses responsabilités. Cette perte de confiance envers les institutions a des répercussions durables, exacerbant le sentiment d'abandon parmi les



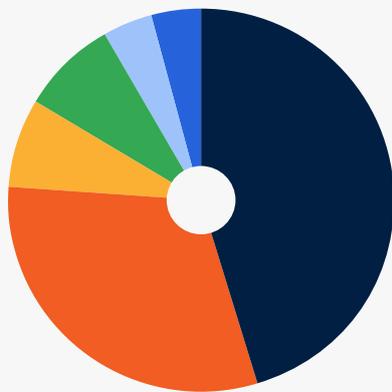
Il y avait des tensions dans certains quartiers, donc les jeunes étaient là-bas, en train de manifester [...] la personne qui habitait dans l'autre quartier pouvait ne pas savoir que juste à côté de chez elle [...] cette personne pouvait sortir pour aller au travail ou faire les courses et croiser les policiers. Pendant ce moment-là, les forces de sécurité arrêtaient toute personne qui se trouvait là, ce qui rendait la situation vraiment périlleuse pour ceux qui ne pouvaient pas être informés.

Témoignage partagé dans l'enquête

citoyen-ne-s et compromettant la capacité des autorités à mobiliser la population autour de solutions communes — un élément crucial pour

maintenir la cohésion sociale et gérer efficacement les crises à venir.

Dans quelle mesure avez-vous eu le sentiment que la coupure était responsable de l'augmentation du sentiment de chaos ou d'instabilité lors des émeutes ?



- A grandement augmenté le sentiment de chaos/d'instabilité (45.5%)
- A un peu augmenté le sentiment de chaos/d'instabilité (30.9%)
- N'a pas eu d'effet significatif sur le sentiment de chaos/d'instabilité (8.1%)
- A un peu réduit le sentiment de chaos/d'instabilité (7.3%)
- A grandement réduit le sentiment de chaos/d'instabilité (4.1%)
- Je ne sais pas/ne suis pas sûr(e) (4.1%)

Figure 6: Les impacts sur les sentiments de chaos ou d'instabilité lors des émeutes

Confiance dans le gouvernement, dans les institutions et en la démocratie

Les résultats de cette étude soulignent que les coupures d'internet de 2023 ont marqué un tournant dans la perception de la population sénégalaise envers le gouvernement. Ces événements ont mis à l'épreuve la confiance aux institutions démocratiques et soulevé des interrogations sur la stabilité future de la démocratie dans le pays. Selon l'enquête, le sentiment d'incertitude a « fortement augmenté » pour 58,5 % des répondant-e-s, tandis que 26,8

% estiment qu'il a « un peu augmenté ». Malgré cela, une certaine confiance envers les institutions démocratiques et un espoir en un avenir meilleur sous la direction du nouveau gouvernement semblent persister. En revanche, une part importante des répondant-e-s déclarent que leur confiance envers le gouvernement de Macky Sall a été gravement ébranlée : 76,2 % d'entre eux considèrent que les coupures étaient injustifiées.

La décision du gouvernement de couper Internet en 2023 a-t-elle affecté votre sentiment d'incertitude quant à l'avenir de la démocratie sénégalaise ?

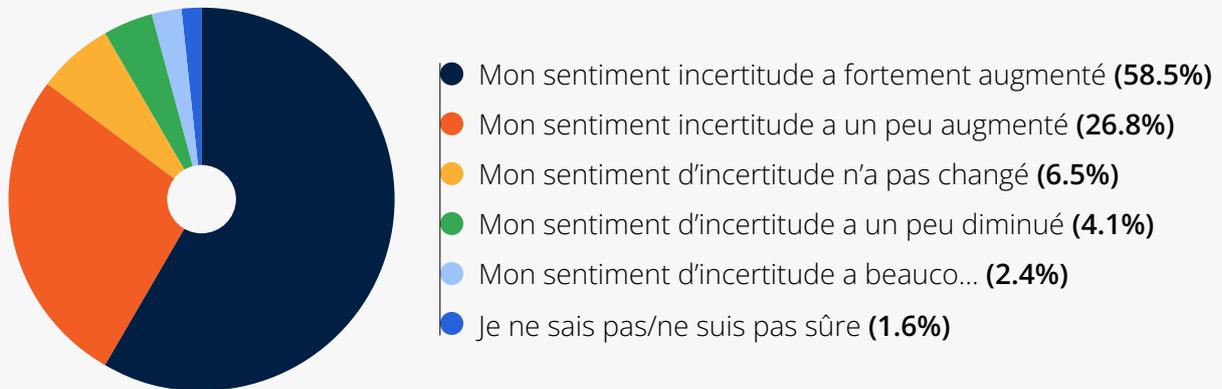


Figure 7: Les sentiment d'incertitude quant à l'avenir de la démocratie sénégalaise

Pour 47,1 % des participants, l'incertitude concernant la capacité du gouvernement à gérer les transitions politiques s'est considérablement accrue. Lors des entretiens, « Abdou » évoque un espoir mitigé envers le nouveau gouvernement, soulignant l'importance d'une approche plus connectée aux besoins des citoyens : « Ce fut très dur, mais j'ai espoir en ce gouvernement. » Ces sentiments rejoignent ceux exprimés par d'autres personnes interviewées, telles que « Khadija » et Maguette Ba.

En revanche, « Cheikh » adopte une position plus sceptique, estimant que les pratiques de contrôle

et de répression ne sont pas définitivement écartées : « Le gouvernement pourrait utiliser les mêmes méthodes que l'ancien en matière de coupures d'internet. » Ces avis divergents témoignent d'une vigilance accrue parmi les citoyen-ne-s, qui restent attentifs aux actions futures du gouvernement, notamment en période de crise. Il est également intéressant de noter que de nombreux répondant-e-s ont estimé que les coupures d'internet avaient neutralisé leur capacité à participer aux débats publics sur des questions politiques. Parmi eux, 35 % ont déclaré être « totalement d'accord » et 42,3 % « d'accord » avec l'affirmation suivante : « La coupure d'internet



En plus d'avoir limité l'accès à l'information, les coupures d'internet ont entravé ma liberté d'expression. En me coupant des débats publics, je me suis sentie déconnectée de la réalité politique, ce qui a amplifié mes préoccupations sur la transparence et la gouvernance du pays. Ces interruptions ont également semé le doute sur la capacité des citoyens à participer activement au processus démocratique, ce qui, à long terme, pourrait affaiblir la confiance dans les institutions démocratiques

Témoignage partagé dans l'enquête

a eu un impact sur ma capacité à participer à des débats publics sur des questions politiques. » En revanche, 17 % des sondé·e·s ont adopté une position neutre sur cette question.

Certaines réponses ouvertes à l'enquête ont également mis en lumière des perceptions révélatrices sur le lien entre l'avenir démocratique du pays et l'accès libre à internet. Des affirmations telles que « [les coupures d'internet], c'est un coup d'État à la démocratie » illustrent cette connexion. De manière similaire, un autre répondant affirme :

Un autre aspect essentiel des coupures d'internet, lié à la protection de la démocratie, concerne l'accès à l'information, les limitations du travail

des journalistes, ainsi que le droit à la liberté d'expression, que les répondant·e·s ressentent toutes comme gravement menacés lors des événements. De nombreux participants ont exprimé leur frustration, déclarant que ces interruptions avaient restreint leur accès aux informations et entravé leur liberté d'expression. Pour plusieurs, il s'agit d'une « restriction manifeste des droits d'expression et d'accès à l'information », ces droits étant jugés « fondamentaux pour la survie de la démocratie ». Cette limitation de l'accès à l'information a renforcé le sentiment que la transparence et la participation citoyenne sont mises en danger chaque fois qu'un gouvernement peut interrompre les communications sans justification claire.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec la déclaration suivante: « La coupure d'Internet a eu un impact sur ma capacité à participer à des débats publics sur des questions politiques »

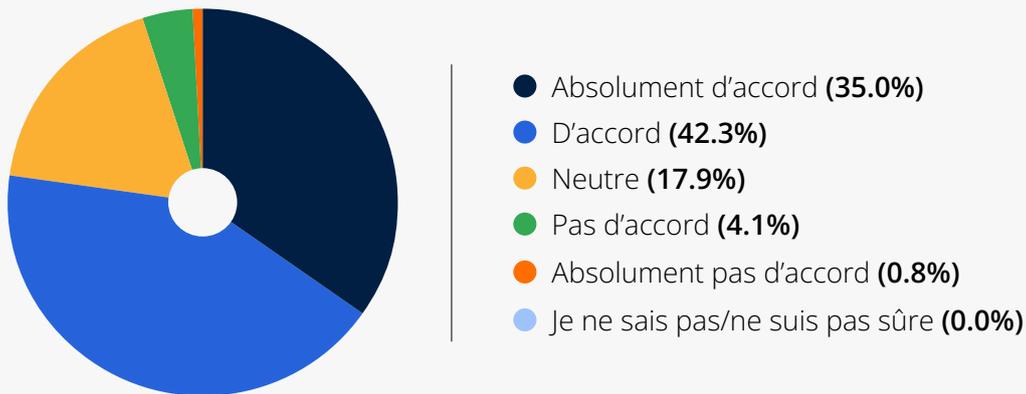


Figure 8: Les impacts sur la capacité à participer à des débats publics sur des questions politiques

Les résultats de l'enquête confirment cette impression : 56,1 % des répondant·e·s se disent totalement d'accord et 34,1 % d'accord pour affirmer que les coupures d'internet ont eu un impact majeur sur la capacité des journalistes à fournir au public des informations sur des questions politiques importantes. En revanche, seulement 8,1 % des répondant·e·s ont adopté une position neutre.

Bien que les circonstances précises des coupures de juin 2023 restent encore difficiles à décrire, il est pertinent de les comparer ce contexte à des interruptions antérieures, comme celle de mars 2021. Selon les analyses du [rapport](#) d'évaluation des besoins issu du projet Optima d'Internews, l'interruption en mars 2021 s'était produite à des

heures spécifiques, semblant viser à limiter la capacité des journalistes à couvrir les manifestations et l'arrestation d'un dirigeant de l'opposition. Cet événement a marqué un précédent inquiétant dans la restriction de l'information en période de crise.

Lors des groupes de discussion, les participants ont souligné que ces interruptions se produisaient tôt le matin, une période où seule une minorité des utilisateurs des réseaux sociaux était active. Comme l'a noté un participant, « il y a un moment de la journée où les gens au Sénégal ont tendance à être plus en ligne. Si les interruptions se produisent en dehors de cette période, la plupart des gens ne s'en rendront même pas compte. » Plusieurs participants ont interprété cette fermeture comme

une tentative de cibler les communications des journalistes, en limitant notamment le partage de contenu audiovisuel.

En revanche, les coupures de 2023 ont été bien plus étendues, affectant un plus grand nombre de personnes et démontrant une évolution dans

la stratégie du gouvernement. Ces interruptions ont non seulement désorienté la participation citoyenne et empêché les manifestations, mais elles ont aussi eu un impact significatif sur l'ensemble des activités quotidiennes. Elles révèlent une volonté plus marquée d'exercer un contrôle de l'ensemble de la population.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec la déclaration suivante : « La coupure d'Internet a eu un impact sur la capacité des journalistes sén...ations sur des questions politiques importantes »

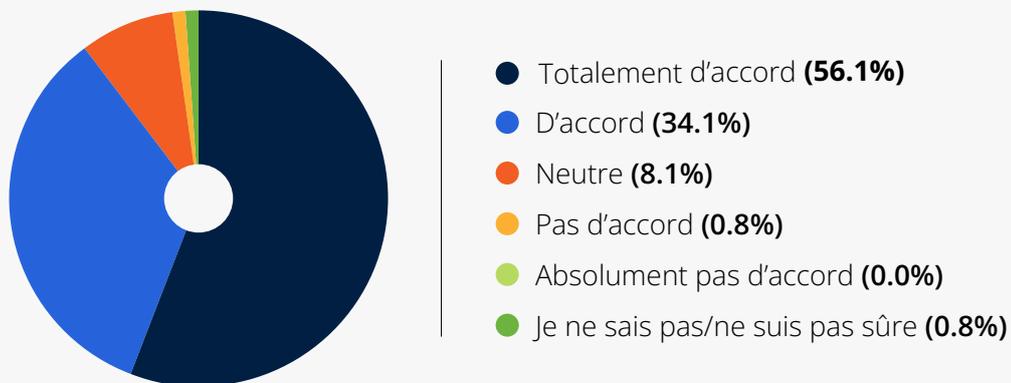


Figure 9: Les impacts sur la capacité des journalistes

La confiance en la démocratie face aux coupures: 'Couper internet, c'est couper la démocratie'

Les coupures d'internet ont également mis en lumière les limites perçues des institutions démocratiques pour protéger les droits numériques des citoyens. Plusieurs répondants ont exprimé leur inquiétude face à l'absence de recours légaux permettant aux populations de s'opposer à ces pratiques, renforçant l'idée que le gouvernement peut les imposer « comme bon lui semble ». D'autres ont souligné que ces coupures n'ont pas été suivies de mesures correctives ou de discussions publiques sur leur justification, ce qui, selon eux, laissant penser que les gouvernants actuels ou futurs pourraient continuer à y recourir sans contrainte. Ces perceptions illustrent un manque de transparence et de garanties institutionnelles, nuisant à la confiance des citoyens envers la capacité des institutions à défendre leurs droits fondamentaux, et renforçant la crainte d'un impact négatif durable sur la stabilité démocratique et l'avenir économique du pays.

En période de crise, l'accès à internet est perçu

comme essentiel pour engager les citoyen-ne-s et préserver la stabilité collective. La perception que le gouvernement tente de contrôler les récits et d'influencer la sphère publique a accru le sentiment de méfiance envers la transparence des institutions, avec certains participants parlant d'une « confiscation de la démocratie ».

Les témoignages révèlent également des inquiétudes sur l'avenir de la démocratie au Sénégal, beaucoup craignant que les coupures ne deviennent une pratique courante pour contrôler la population. Ndeye Fatou Diouf, Digital Content Manager d'AfricTivistes souligne que cette crise a mis en évidence un manque de respect à la participation citoyenne : « Lorsque le gouvernement est en difficulté, il n'hésite pas à adopter des mesures qui portent atteinte à la transparence et à la participation citoyenne. » Pour cette experte, les événements de 2023 ont renforcé la conviction que des réformes sont nécessaires pour protéger l'internet contre une

utilisation abusive, et pour garantir que les citoyens puissent accéder librement à l'information. D'après l'un des répondants de l'enquête, confirmé par d'autres personnes interpellées lors des entretiens : « Couper internet, c'est couper la démocratie. »

Bien que la confiance envers le gouvernement soit souvent remise en question, l'enquête révèle un soutien continu à la démocratie participative et aux initiatives de la société civile. Pour certains, comme Abdou Aziz Cissé – membre de l'organisation AfricTivistes –, la véritable force de la démocratie sénégalaise réside davantage dans la société civile que dans les institutions formelles : « La société civile est notre force, pas le gouvernement. »

Tracer un nouveau chemin: la confiance envers le gouvernement face à la censure

Les coupures d'internet de 2023 au Sénégal ont orienté l'attention sur les défis auxquels le gouvernement actuel sera confronté pour regagner la confiance de la population et construire une politique numérique résiliente et respectueuse des droits des citoyen-ne-s. Malgré la méfiance envers les pratiques de censure, certains répondant-e-s gardent un espoir prudent quant à la capacité du nouveau gouvernement à instaurer un climat de stabilité sans recourir aux coupures d'internet.

Pour de nombreux·breuses répondant-e-s, l'espoir réside dans l'arrivée d'un gouvernement plus jeune, perçu comme plus connecté aux besoins des citoyen-ne-s. « Khadija » évoque cet espoir en affirmant : « Ce fut très dur, mais j'ai espoir en ce gouvernement. » Cet optimisme reflète l'attente que

Le changement de gouvernement a suscité un espoir prudent chez certain·e-s, tandis que d'autres préfèrent mettre leur confiance en la résilience et l'engagement de la société civile. Cette crise a également souligné l'importance de rester vigilant·e-s et prêt·e-s face aux défis futurs, comme le montre le témoignage de Ndeye Fatou Diouf : « On se dit que plus jamais ça ne doit arriver... il faut qu'on reste prêt. » Les ONG nationales et internationales, ainsi que les alliances entre citoyens, jouent un rôle central dans le maintien de la cohésion sociale et dans la défense de la démocratie sénégalaise.

le prochain gouvernement, sensibilisé aux espoirs de la jeunesse et aux enjeux numériques, saura gérer les crises futures sans recourir à des mesures de répression numérique. Cependant, d'autres répondants se montrent plus réservés, comme « Cheikh », qui doute que les pratiques de coupures d'internet soient définitivement abandonnées. Cette ambivalence souligne un besoin de vigilance accrue de la part de la population, qui souhaite voir un changement tangible dans la gestion des crises politiques. En effet, la perception du risque de coupure d'internet similaire dans l'avenir a été très hétérogène. 22,8 % des répondants se déclaraient « incertains », et 18,4% estimaient que le risque était « peu probable », tandis que 21,9% le trouvaient « probable » et 26,3% « très probable ».

Comment percevez-vous le risque de coupures d'internet similaires lors de futurs événements politiques?

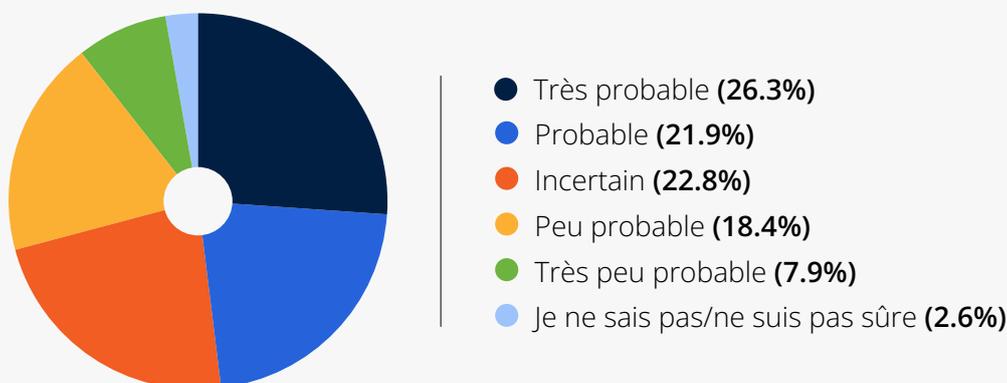


Figure 10: Le risque de coupures d'internet similaires lors de futurs événements politiques

Les résultats de l'enquête montrent également que, malgré les coupures, une part importante de la population garde espoir que le respect des droits numériques deviendra une mission importante pour l'actuel gouvernement. Cette conviction est alimentée par le rôle de la société civile, que plusieurs répondants voient comme le pilier de la défense de ces droits. Les répondant-e-s expriment ainsi un besoin de réformes structurelles pour garantir la liberté d'accès à l'information

et la protection des droits numériques. Une large majorité des participant-e-s à l'enquête est convaincue que la coupure d'internet est une pratique injustifiée, et beaucoup espèrent que l'actuel gouvernement saura respecter les droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression et le droit à la communication. Ces attentes montrent une volonté collective de voir le Sénégal progresser vers une gouvernance qui valorise et protège les droits numériques de ses citoyen-ne-s.



Je suis inquiet de la fracture numérique qui pourrait s'accroître, où les populations les plus vulnérables, souvent les plus touchées par ces coupures, auront moins accès aux opportunités économiques et éducatives. Cela pourrait aggraver les inégalités existantes et entraver les efforts de développement. Ces inquiétudes me poussent à espérer que le Sénégal adopte une approche proactive pour garantir un accès à internet fiable et inclusif, tout en veillant à la protection des droits civiques et en renforçant les institutions démocratiques.

Témoignage partagé dans l'enquête

Le gouvernement est confronté à des défis importants pour rétablir la confiance dans la gouvernance numérique du pays. Cette période de transition offre une opportunité unique de mettre en place une politique numérique inclusive et résiliente, adaptée aux réalités du Sénégal. Les répondant-e-s à l'enquête soulignent l'importance de construire une infrastructure numérique permettant un accès équitable à l'information, indépendamment de la situation politique. Les opinions restent partagées : 24,6 % des répondant-e-s se disent « un peu pessimistes » et 22,8 % « très pessimistes » quant à la volonté du nouveau gouvernement d'adopter une loi empêchant de futures coupures. Cependant, une part notable de participant-e-s, 18,4 %, est « un peu optimiste », et 14,9 % se disent même « très optimistes » quant à l'engagement du gouvernement dans ce sens, ce qui reflète une confiance prudente.

Le développement d'une stratégie numérique inclusive pourrait également contribuer à atténuer

les disparités entre les zones urbaines et rurales. L'enquête révèle que les zones périurbaines et rurales, où les outils de contournement étaient peu accessibles, ont été particulièrement affectées par les coupures. Les participants espèrent que l'actuel gouvernement s'engagera à renforcer l'accès à internet dans ces régions pour éviter de futures exclusions. En outre, l'adoption de protections légales contre l'usage des coupures d'internet comme outil de répression est perçue comme une mesure essentielle pour garantir les droits numériques.

Ces résultats mettent en lumière la diversité des réponses et la prudence avec laquelle les citoyens appréhendent l'avenir. Malgré les expressions de méfiance, une partie de la population conserve une certaine confiance envers le nouveau gouvernement, même si celle-ci reste conditionnellement mesurée.

Conclusions

Les coupures d'internet de 2023 au Sénégal ont eu des répercussions profondes et durables sur divers aspects de la vie des citoyens, révélant à la fois la fragilité de l'économie numérique, les défis en matière de sécurité, et l'érosion de la confiance envers les institutions démocratiques. Ces conclusions, issues de nos discussions avec des personnes de divers milieux, des résultats de l'enquête et des études précédentes, mettent en évidence des préoccupations clés pour l'avenir numérique et démocratique du pays.

En premier lieu, ces interruptions ont gravement perturbé les activités économiques, mettant en lumière la dépendance croissante des entreprises, des individus et des systèmes financiers à des services numériques stables. Les pertes économiques, [estimées à près de \\$76.8 million de dollars](#) (46,86 milliards de francs CFA), ont exacerbé les inégalités, particulièrement dans les zones rurales et périurbaines, et renforcé la précarité des secteurs tels que l'e-commerce et les services financiers. Ces impacts soulignent l'urgence de réformes structurelles pour garantir un accès stable et inclusif à internet, nécessaire à la croissance économique et à l'innovation.

En matière de sécurité, les coupures ont généré un climat d'incertitude et de vulnérabilité, aggravé par la propagation de rumeurs et la paralysie des communications en temps réel. L'incapacité de partager ou d'obtenir rapidement des informations fiables a exposé de nombreuses personnes à des risques accrus, notamment lors des manifestations et des tensions sociales. Ces interruptions ont également érodé la confiance entre la population et les autorités, alimentant un sentiment de méfiance quant à la gestion des crises par le gouvernement.

Enfin, ces événements ont mis en lumière les préoccupations exprimées par des citoyens et des experts concernant la capacité des institutions démocratiques à garantir des protections adéquates pour les droits numériques. Ces observations, issues de nos discussions avec des personnes provenant de divers milieux, de notre enquête et des études précédentes, reflètent un sentiment de fragilité, renforcé par l'absence de recours légal clair ou de débats publics sur la justification des coupures. Bien que ces inquiétudes soient largement partagées, elles ne remettent pas en cause l'attachement général des

répondants à la démocratie participative et au rôle crucial de la société civile dans la défense de ces droits.

Dans un contexte où l'écosystème numérique sénégalais est prêt pour une croissance significative, il est impératif que le gouvernement, les organisations internationales et le secteur privé collaborent pour instaurer une politique numérique résiliente et inclusive. En investissant dans des réformes structurelles, en renforçant l'accès équitable à internet et en répondant aux attentes des citoyens, le Sénégal pourrait non seulement restaurer la confiance envers ses institutions, mais également s'affirmer comme un leader régional dans la transformation numérique respectueuse des droits fondamentaux.

Notes Méthodologiques

Nous avons utilisé un questionnaire divisé en sections correspondant à nos principales questions de recherche afin de recueillir des réponses sur les impacts économiques, la perception de la sécurité, la confiance envers les institutions démocratiques et les espoirs pour l'avenir de la démocratie sénégalaise. Le nombre de réponses reçues a constitué une surprise positive pour l'équipe de recherche, habituée à une participation plus limitée dans des études similaires.

En parallèle, nous avons mené 10 entretiens, dont trois avec des répondant·e·s au questionnaire et les autres grâce aux contacts de notre équipe.

Les entretiens ont suivi un guide semi-directif structuré autour des mêmes thématiques explorées dans le questionnaire, avec des questions ouvertes adaptées au contexte, aux circonstances et aux réponses des participant·e·s. Ces entretiens, d'une durée de 10 à 40 minutes, se sont déroulés en wolof dans certains cas et en français pour la majorité des participant·e·s. Ils ont impliqué cinq hommes et cinq femmes, dont deux entretiens réalisés en personne et les autres via Zoom. Toutes les personnes citées par leur nom ont donné leur consentement explicite pour apparaître dans cette étude. Parmi ces entretiens, deux ont été menés avec des expert·e·s qui ont non seulement partagé leurs expériences personnelles en répondant aux questions du guide, mais ont également ajouté leurs avis professionnels pour guider nos réflexions.

Les 10 entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche reflètent une diversité de profils, permettant d'explorer des expériences variées face aux coupures d'internet. Parmi les participant·e·s figuraient des jeunes et des femmes issues de communautés marginalisées, des activistes écologiques, ainsi que des étudiant·e·s qui ont partagé leurs défis spécifiques liés à l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques. Le panel comprenait également des acteurs du secteur privé, notamment dans l'économie numérique, ainsi que des membres d'organisations de la société civile de défense des droits numériques et d'une ONG œuvrant pour la protection des droits des jeunes et la lutte contre les mutilations sexuelles féminines.

Un aspect notable de cette recherche a été l'effort consacré à diversifier les réponses aux questionnaires et aux entretiens. Les premières réponses provenaient majoritairement d'hommes, malgré un réseau de contacts étendu. Lors de la planification des entretiens, plusieurs femmes participantes ont exprimé le sentiment qu'elles devaient avoir des compétences techniques pour partager leurs expériences. Ce même constat s'est également vérifié lors de l'invitation des femmes à répondre au questionnaire, ce qui a nécessité un effort ciblé et soutenu pour parvenir à une parité entre hommes et femmes parmi les répondant·e·s.

En ce qui concerne les questionnaires, le profil des répondant·e·s se répartit comme suit :

Nombre total de réponses : 126

- **Professions:**
 - La majorité des répondants travaillent dans des ONG (18,3 %, soit 23 personnes).
 - Lessalarié·e·s du secteur privé représentent 15,9 % (20 personnes), suivi·e·s par les travailleur·euse·s indépendant·e·s (15,1 %, soit 19 personnes) et les étudiant·e·s (15,1 %, 19 personnes également).
 - Parmi les autres professions significatives : enseignant·e·s (11,1 %), technicien·ne·s (7,1 %), activistes (7,1 %) et responsables politiques (7,1 %).
- **Genre:**
 - 57,9 % des répondants s'identifient comme hommes.
 - 42,1 % des répondants s'identifient comme femmes.
 - Aucune réponse n'a été enregistrée pour les options « Autre » ou « Ne souhaite pas répondre ».
- **Localisation géographique:**
 - Une très grande majorité des répondants (88,9 %) résident à Dakar.
 - Les autres régions représentées, avec moins de 5 % des réponses chacune, incluent Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kédougou, Kolda et Louga.



Questionnaire et guide d'entretien

Cliquez [ici](#) pour consulter le questionnaire utilisé lors de l'enquête.
 Cliquez [ici](#) pour consulter la guide d'entretien.